

**Loi Travail et mouvements jeunes : entre défis économiques et démocratiques**

Le 13/04/2016

Avec la loi Travail, le gouvernement a déclenché dans le pays une réaction générale mobilisant en premier lieu la jeunesse, inquiète pour son avenir et confrontée à un chômage encore plus massif que dans le reste de la population. Concomitamment ont émergé de nouveaux mouvements de contestation tels que « Nuit Debout », où se mélangent revendications sociales, sociétales et démocratiques. Face à cela, le gouvernement joue la montre et tente d'acheter la paix sociale, espérant un essoufflement des différentes mobilisations, sans jamais répondre aux problèmes de fond qui empêchent la création de richesses et d'emplois dans notre pays, à la source de toutes les crises.

- **Jeunesse : les réponses inutiles voire contre-productives du gouvernement**

Faute de vouloir retirer sa loi Travail qui va précariser l'ensemble des salariés sans pour autant créer d'emplois, le gouvernement tente d'acheter la paix avec la jeunesse, aujourd'hui à la pointe de la mobilisation sociale.

Les mesures annoncées par Manuel Valls le 11 avril dernier, spécialement destinées à la jeunesse, ne répondent en effet à aucun des problèmes structurels qui privent cette dernière de perspectives d'emplois suffisantes et satisfaisantes.

Pire, si la plupart d'entre elles relèvent du saupoudrage d'argent public sans effet tangible, certaines sont en revanche gravement démagogiques et possiblement contre-productives.

Il en est ainsi de « la prime aux décrocheurs », consistant à accorder une prime de 1000 euros aux étudiants reprenant leurs études après les avoir abandonnées. Ce dispositif, qui lèse ceux qui persévèrent, lesquels ne toucheront donc rien, va à l'encontre des valeurs méritocratiques qu'il faudrait défendre. Il fait par ailleurs une grave erreur de diagnostic : les raisons du décrochage tiennent bien davantage à des problèmes d'orientation et à un manque d'intérêt de l'étudiant qu'à des considérations financières qu'une prime unique de 1000 euros ne comblerait de toute façon pas. Cette mesure est donc toute à la fois incohérente et injuste. Tout ne s'achète pas, à commencer par la réussite des élèves, sauf à effondrer le niveau académique, ce qui ne serait un service rendu à personne, et surtout pas aux étudiants.

Pour ce qui est de l'allongement ou de l'augmentation des bourses et autres aides directes et indirectes destinées aux étudiants, s'il s'agit toujours d'un coup de pouce supplémentaire appréciable pour les bénéficiaires, rien de tout cela ne résoudra les problèmes d'emplois qu'ils rencontreront au sortir de leurs études, faute, une fois encore, de vraies réformes économiques structurelles.

Le gouvernement tente donc d'acheter la paix sociale, quitte à faire des promesses qu'il ne tiendra pas, comme la création d'un « droit universel à la garantie locative », belle idée mais qui ne changera rien aux difficultés de logement des étudiants, causées pour l'essentiel par un problème d'offre et de coût des loyers. Cette mesure, telle qu'elle a été « vendue » par le gouvernement, n'est pas sans rappeler « le droit au logement opposable », beau principe, certes, mais qui n'a en rien résolu les problèmes massifs du mal-logement.

- **Nuit Debout :**

Aux mobilisations lycéennes et étudiantes « classiques », sous formes de manifestations de rue et d'occupations (condamnables) des établissements, s'est agrégé en marge de l'opposition légitime à la loi Travail un autre mouvement de contestation : « Nuit Debout », réunissant chaque soir depuis le 31 mars, place de la République

à Paris et dans d'autres villes de France, plusieurs milliers de personnes pour des veillées de débats et d'échanges.

Officiellement « sans étiquette » politique, ce mouvement est cependant structuré par des militants issus de l'extrême-gauche, ce qui se ressent dans son organisation, beaucoup plus rigide qu'il n'y paraît. Au delà d'un certain émoi médiatique, « **Nuit Debout** » **semble aujourd'hui atteindre ses limites –et pas seulement pour ce qui est de la participation- notamment par son refus d'aller au fond des choses** (absence de critique de l'Union européenne par exemple) et de son incapacité à proposer une alternative politique concrète.

Il n'en reste pas moins que ce mouvement marque une aspiration évidente à plus de démocratie et qu'il est, une nouvelle fois, l'expression du caractère très politique du peuple français. À ce titre, le Front National ne l'a pas condamné, même si l'occupation quotidienne de l'espace public en période d'état d'urgence et les violences inadmissibles qui ont eu lieu en marge de ses rassemblements posent d'évidentes questions de sécurité. Il y a d'ailleurs urgence à procéder à la dissolution des groupes « antifas » casseurs et ultra-violents.

- **Le Front National : la seule réponse globale**

Conscient que la crise qui frappe la société n'est pas seulement économique et sociale, le Front National propose depuis de nombreuses années un choc démocratique, permettant de réintroduire le citoyen au cœur du processus politique.

Deux mesures phares sont ainsi portées par notre mouvement :

- **La proportionnelle intégrale aux élections législatives**, pour une plus juste représentation de tous les courants de pensée et d'opinion. Il en va de l'utilité du vote pour les citoyens, mais aussi de la légitimité des lois votées. Cette représentativité de l'Assemblée nationale n'est pas contradictoire avec l'exigence d'une stabilité gouvernementale qu'une prime majoritaire et la sagesse populaires suffiraient à garantir.

- **Le référendum d'initiative populaire**, qui doit permettre au peuple souverain de se saisir directement des sujets qui l'intéressent, sans passer par ses représentants. Le Front National propose ainsi le déclenchement automatique d'un référendum sur n'importe quel projet de loi à partir de 500 000 signatures.

En ce qui concerne la crise économique et sociale, seules des réformes structurelles de fond permettront de recréer croissance et emplois. Il faut tourner le dos à la mondialisation sauvage qui se traduit dans le monde par un accroissement extrême des inégalités (les fameux « 1% » qui détiennent 99% de la richesse mondiale) et des dégâts environnementaux ravageurs, et en France par une désindustrialisation massive et un niveau de chômage particulièrement élevé.

Une telle métamorphose supposerait de rompre avec les règles ultra-libérales imposées par l'Union européenne.

La France doit pouvoir se protéger de la concurrence déloyale internationale, édicter ses propres normes sociales, sanitaires et environnementales, pratiquer un patriotisme économique favorisant ses TPE et PME et retrouver l'ensemble des leviers de sa souveraineté économique, à commencer par une monnaie nationale adaptée à son économie et un système bancaire pour la financer.

Seule cette politique structurelle, globale, permettra de recréer durablement de l'emploi dans notre pays et donc de répondre à la crise de la jeunesse qui n'est, encore une fois, que l'expression plus aigüe d'une crise qui frappe l'ensemble de la société.

Auteur : Joffrey Bollée